

MARCHÉ PUBLIC de FOURNITURES COURANTES et SERVICES (FCS)

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) en date du

Objet du marché
Rénovation et renouvellement des Panneaux à Messages Variables (PMV)

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Généralités

Les prestations du présent marché sont indiquées au CCTP, ainsi que leurs lieux d'exécution et leurs éventuelles décompositions en tranches et en lots.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Chaque bon de commande (BDC) précisera :

- la référence du marché, le lot, la période, le n° du BDC et le N° d'engagement juridique (EJ) du BDC
- la quantité, le prix et le montant par catégorie / nature des produits
- les montants HT, TVA et TTC de la commande
- le délai de la période de préparation
- le délai d'exécution,
- les lieux de livraison, les noms et le numéro de téléphone des personnes à contacter et chargées de la constatation du service fait
- les conditions particulières d'exécution du marché, prioritaires sur celles énoncées au CCAP.

Les commandes seront signées, selon leurs montants, par le RPA, le chef du Service Exploitation (voir la personne désignée à l'acte d'engagement).

Elles pourront être établies dès notification du marché jusqu'à l'expiration de la durée du marché indiquée à l'acte d'engagement (AE). Elles pourront s'exécuter au-delà de la durée du marché, majorée de trois (3) mois.

En cas de marché reconductible, si le RPA ne souhaite pas reconduire le marché, il doit se prononcer dans un délai de deux (2) mois avant la fin de la validité de la période en cours.

1.2 Intervenants

Le Directeur désigné à l'acte d'engagement (AE) représente le pouvoir adjudicateur (RPA).

Les intervenants éventuels externes à la DIR seront précisés au titulaire après notification du marché.

1.3 Notifications

Les notifications et correspondances du RPA avec le titulaire seront effectuées par tout agent mandaté par lui, par échanges électroniques via la plate-forme dématérialisée de l'État (PLACE) ou par courriel avec accusé de réception automatique. Le titulaire accepte pour cela de recevoir les échanges sur sa boîte électronique précisée au marché, éventuellement modifiée ultérieurement.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception d'une notification, il est réputé l'avoir reçue le jour suivant la date d'envoi.

Si cela est jugé nécessaire par le RPA ou son représentant ou par le titulaire, les échanges peuvent se faire par télécopie (avec accusé de réception automatique) ou par courrier postal (sans recommandé, sauf si c'est imposé par la réglementation) ou par remise en main propre (avec accusé de réception sous forme papier). Dans ce cas particulier où une décision ou information fait courir un délai en heures, une télécopie sera adressée au titulaire et celui-ci sera réputé l'avoir reçue **une (1) heure** après l'envoi.

Les documents envoyés par courriels ne sont pas nécessairement signés. L'original est conservé par l'expéditeur. Les courriers scannés sont assimilés à des copies.

1.4 Réglementation du travail

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par l'Organisation Internationale du Travail, de communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas de sous-traitant étranger, le droit français est applicable et les tribunaux français seuls compétents.

1.5 Assurances

Le RPA se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être exigé, la souscription de garanties complémentaires à celles exigées par la réglementation ou le CCAG, s'il lui apparaissait que les risques couverts par les polices d'assurance du titulaire sont insuffisants.

1.6 Prestations similaires

Le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, en application de l'article R. 2122-7 du décret 2018-1075.

1.7 Clauses sociales et environnementales :

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ par ordre de priorité (dérogation à l'art 4-1 du CCAG)

A – Les pièces particulières sont : l'acte d'engagement (AE) signé par le titulaire et le RPA, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe sur la santé et sécurité au travail à la DIR Centre-Ouest, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont les dates de référence sont précisées à l'AE, ainsi que les documents indiqués à l'AE ;

B – Les pièces générales sont : le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures courantes et services (FCS) en vigueur au premier jour du mois précédent la date de publication sur le profil acheteur.

Seuls font foi les documents originaux du marché détenus par l'administration.

ARTICLE 3. PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Tranches optionnelles : Il n'y a pas d'indemnité de dédit ou d'attente.

3.2 Contenu des prix

Les décompositions des prix forfaitaires et sous-détails des prix unitaires doivent être fournis dans les **dix** (10) jours à compter de la demande du gestionnaire.

Les prix sont établis en tenant compte notamment des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie minimale d'un an.

Les prix sont établis sans que soient prises en compte les sujétions d'exécution suivantes : néant.

3.3 Variation des prix

Le mode de variation des prix est précisé à l'acte d'engagement (AE), ainsi que le mois zéro (mo) à savoir le mois de la date de remise des offres (dérogation à l'article 10-1 du CCAG). **Io** représente la valeur de l'index du **mois mo**.

La variation se fait par référence à (aux) l'index ci-après, publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index :

Index	Définition	Prix concernés
TP13	Charpentes et ouvrages d'art métalliques	Séries 1-100, 2-100, 2-200
CPF 26.20	Importation de produits industriels – Ordinateur et équipements périphériques	Séries 1-200, 1-300, 2-300

En cas de prix révisables

La révision de chaque prix est effectuée selon la formule $0,15 + 0,85 \times (Im/Io)$, dans laquelle Im est, selon le type de révision indiquée à l'AE.

Le **mois Im** sera l'index trois mois avant le mois de reconduction du marché (la date de reconduction du marché étant fixée à l'anniversaire de la date de notification).

La première année les prix sont fermes au mois m0. Le calcul des révisions de prix sera effectué pour chaque année de reconduction du marché (exemple : révision des prix année m+1, ces prix s'appliqueront durant toute l'année m+1).

3.4 Paiements

Le paiement des prestations s'effectuera sur présentation des factures. Les mentions à préciser sur celles-ci seront les suivantes :

- **Marché unique** :

Le N° et l'objet du marché, la date de réalisation des prestations et **impérativement** le n° d'EJ chorus.

- **Accords-cadres à bons de commande (ACBC)**

Le n° et l'objet du marché, la période, le lot, les références et la date du bon de commande (BDC), la date de réalisation des prestations et **impérativement** le n° d'engagement juridique (EJ).

Les factures devront être adressées par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

Portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Références à mentionner **impérativement** sur la facture :

N° SIRET DE L'ÉTAT : 11000201100044
N° EJ sans espace

Pour les ACBC, ces références seront rappelées sur chaque bon de commande.

Les factures des marchés uniques et des BDC pourront faire l'objet de paiements partiels. Les factures seront établies après constatation totale ou partielle du service fait.

Les ACBC pourront être soldés soit tacitement à l'issue du délai de validité du marché ou de la période, soit lorsque le montant maximum est atteint, soit par décision du RPA.

3.5 Groupement solidaire

En cas de groupement solidaire, le règlement des prestations sera effectué sur un compte unique au nom des membres du groupement ou du mandataire (article 12-1-2 du CCAG).

ARTICLE 4. DÉLAIS – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4.1 Durée du marché et délais d'exécution : voir l'acte d'engagement (AE).

4.2 Pénalités autres que celles prévues au CCAG (dérogation à l'article 14-1 du CCAG) :

- *Retard dans l'exécution des prestations* : la pénalité journalière sera de **500 €** par jour de retard.
- *Documents non fournis après exécution* : pénalité forfaitaire de **200 €** cumulable applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.
- *Autres pénalités* : absence de correctif sur les failles critiques du système informatique : pénalité forfaitaire de **500 €** cumulable applicable sur constat unilatéral de carence du titulaire.

4.3 Primes d'avance : néant

4.4 Interventions d'urgence :

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Retenue de garantie : voir l'acte d'engagement.

En cas d'avance acceptée par le titulaire, son paiement intervient sans formalité à partir de la notification de chaque engagement juridique (EJ) d'un montant supérieur à 50 000 € HT et de délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

ARTICLE 6. MATÉRIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Période de préparation :

En cas de période de préparation prévue à l'acte d'engagement (AE), il est procédé par le titulaire, au cours de cette période, à l'établissement des documents suivants :

- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et le cas échéant le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- les études d'exécution et programme d'exécution des prestations,
- le planning détaillé des prestations,
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), à remettre par chaque intervenant au coordonnateur SPS après inspection commune,

Le-maître d'œuvre valide ces documents avant de lancer l'exécution proprement dite du marché.

7.2 Programme d'exécution :

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire. Elles sont soumises au visa du maître d'œuvre avant le début des travaux.

Le titulaire admet que les documents qui lui ont été remis sont suffisants pour lui permettre de procéder aux études d'exécution. Il admet que l'ensemble des études complémentaires permettant la parfaite réalisation des travaux, relève des études d'exécution à sa charge. Il est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

Les plans seront remis sous les formats : dwg, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt, pdf ; ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip ; leurs noms devront être suffisamment explicites.

7.3 Conditions d'exécution

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis au règlement intérieur de l'établissement du RPA.

Le RPA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie. Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire déclare prendre en charge les installations du RPA sans réserve.

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation rédigée en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7.4 Conditions d'intervention :

7.5 Formation :

Les prescriptions concernant les formations incluses dans les prestations du marché sont précisées au chapitre 14 du CCTP.

7.6 Hygiène et Sécurité :

La DIR Centre Ouest est certifiée ISO 45001 depuis le 01/12/2023, sur son organisation en matière de Santé et de Sécurité au Travail. À ce titre, la structure place la sécurité et la santé au travail de ses agents et au cœur de ses préoccupations et de ses actions. Elle apporte également une vigilance accrue à la sécurité de l'ensemble des travailleurs (intervenants extérieurs, partenaires...) et des usagers.

Il est demandé aux entreprises partenaires d'adhérer à cette démarche d'amélioration.

Ainsi, le titulaire devra :

- respecter l'ensemble des dispositions légales en vigueur en matière de santé et sécurité au travail
- prendre connaissance de la politique de prévention de la DIR Centre-Ouest en matière d'hygiène et de sécurité
- veiller que les intervenants disposent des autorisations de conduite des engins en sécurité en adéquation avec les matériels utilisés
- disposer des autorisations de circulation à pied sur le réseau DIR Centre-Ouest concerné par les prestations demandées
- avoir à disposition l'ensemble des Équipements de Protections Individuels en adéquation avec les prestations demandées
- s'assurer de respecter les règles d'accès aux différentes zones d'interventions après la consultation du CEI concerné
- établir, le cas échéant et avec le site concerné, un plan de prévention ou une coordination sécurité et protection de la santé (CSPS), avant son intervention.

Coordination SPS

La coordination Sécurité et Prévention de la Santé est prise en charge par :

Dans le cas où les travaux donnent lieu à la livraison de matériaux ou marchandises dans les locaux de l'administration, un protocole sera établi avec le titulaire. Si le titulaire n'assure pas lui-même les opérations de livraison, chargement et déchargement, il devra s'assurer de l'application des mesures de prévention.

Le coordonnateur a libre accès au chantier. En cas de danger grave et imminent constaté lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur définit les mesures nécessaires pour supprimer le danger et peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures édictées en matière de SPS. Il communique directement au coordonnateur tous les documents y afférant.

Il informe le coordonnateur de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de SPS.

À la demande du coordonnateur, il vise les observations consignées dans le registre journal de la coordination.

Il s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions réglementaire et contractuelles relatives à la SPS.

Installations de chantier

Les installations suivantes sont réalisées et entretenues par le titulaire : les locaux pour le personnel, y compris douches, sanitaires et vestiaires ; un bureau pour le maître d'œuvre (avec éclairage et chauffage) ; une table et des chaises pour 10 personnes en salle de réunion.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSION et GARANTIES

8.1 Vérifications et essais :

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La régularité du service s'observe pendant trois mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le système est considéré en exploitation et à ce titre tout dysfonctionnement constaté générera l'ouverture d'une procédure qui diffère suivant trois cas :

1. S'il s'agit d'une simple panne. Une procédure de maintenance corrective sera engagée durant la phase de garantie décrite au chapitre maintenance. La VSR se poursuivra normalement à condition que les délais des éventuelles interventions soient respectés.
2. S'il s'avère qu'une caractéristique spécifiée n'est plus atteinte. Une procédure de modification sera engagée, la VSR sera suspendue jusqu'à ce que les corrections nécessaires aient été effectuées.
3. S'il s'avère que le taux de pannes similaires devient symptomatique d'une mauvaise conception une procédure de modification sera engagée, la VSR sera arrêtée. Après correction, elle sera prolongée d'une durée de 3 mois.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective.

8.2 Admission

À l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations. L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trente jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné au premier alinéa du présent article, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

8.3 Garanties particulières

Les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions du code civil.

L'ensemble des prestations réalisées dans le cadre de ce marché est garanti au moins un an, conformément aux dispositions du CCAG FCS (art 33). Cette période démarrera à l'issue de la période de vérification de service régulier (VSR). Elle est complétée par une garantie particulière d'étanchéité du caisson et une garantie de performance d'affichage.

Une garantie particulière d'une durée de dix ans, à compter de la fin de la période de vérification de service régulier (VSR), est demandée par le maître d'ouvrage contre les défauts d'étanchéité du caisson protégeant les circuits électroniques et électriques des différents constituants du PMV.

Une garantie particulière d'une durée de cinq ans, à compter de la fin de la période de vérification de service régulier (VSR), est demandée par le maître d'ouvrage contre les défauts de performance d'affichage.

ARTICLE 9. RÉSILIATION :

ARTICLE 10. CLAUSE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Il est fait application de l'article 5-1 et 5-2 du CCAG FCS 2021.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>	<i>Articles dérogatoires</i>	<i>Articles dérogés</i>
CCAP 2 : priorité des pièces	4-1 du CCAG	CCAP 4-2 : pénalités	14-1 du CCAG
AE 2-2 variations des prix CCAP 3-3 variations des prix	10-1 du CCAG	CCAP 8-1 : vérifications et essais	27 du CCAG
CCAP 8-2 : admission	30 du CCAG	CCAP 8-3 : garanties	33 du CCAG
AE 3 délais d'exécutions CCAP 1.1 généralités	13 du CCAG		